



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2010
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Quarante-neuvième session

9-18 février 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi du Sommet mondial pour le développement
social et de la vingt-quatrième session extraordinaire
de l'Assemblée générale : thème prioritaire :
élimination de la pauvreté**

Déclaration présentée par l'International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary, organisation dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.5/2011/1.



Déclaration*

1. La pauvreté a de multiples causes. Parfois, elles incluent des catastrophes naturelles comme la sécheresse, le séisme épouvantable en Haïti ou les inondations dévastatrices au Pakistan survenus cette année. Mais pour la plupart du temps, le comportement de l'homme est à l'origine de la majeure partie de la pauvreté, causée par l'exploitation non économique des terres fertiles et de la mer, le réchauffement de la planète et les guerres catastrophiques et par, surtout, des politiques qui ont abouti à une inégalité croissante entre les sociétés et en leur sein. En fait, la plupart des sociétés tolèrent bien trop facilement des causes de la pauvreté qu'elles auraient le pouvoir d'éliminer, telles que le traitement inégal des femmes en général et des peuples autochtones en particulier. L'exclusion sociale est la conséquence des choix politiques.

2. En outre, bien trop souvent, les sociétés tolèrent des bureaucraties encombrantes et corrompues qui limitent la fourniture effective des services destinés aux pauvres. Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté et celles rendues pauvres n'acceptent pas passivement cette injustice. Elles s'efforcent de surmonter la pauvreté, mais trop souvent, elles sont gênées par la mauvaise santé des adultes et des enfants qu'elles doivent soigner; par le manque de terres et de l'accès au crédit et à d'autres services financiers à des conditions abordables; par l'absence ou l'insuffisance de l'infrastructure du transport et, avant toute chose, par l'absence d'un travail décent.

Pratiques efficaces

3. L'une des nombreuses bonnes pratiques comportant un dynamisme économique inclusif appliquées par des ONG est décrite par le Président de Clann Credo en Irlande (voir www.clanncredo.com). Clann Credo est un projet d'entreprise sociale qui encourage l'élimination de la pauvreté en aidant à financer des projets locaux qui favorisent la création d'emplois et d'un travail décent pour les pauvres.

4. Pour faire baisser sensiblement la pauvreté, il faut une croissance économique vigoureuse et soutenue, accompagnée d'une augmentation marquée de la création d'emplois et des possibilités de création d'entreprises. À la différence de la croissance enregistrée pendant les décennies qui ont abouti à la crise financière de 2008, et qui n'était pas accompagnée de la création d'emplois, la croissance doit s'appuyer sur des services publics qui fonctionnent, la surveillance des marchés et un régime fiscal qui dégage des recettes suffisantes pour les programmes sociaux et économiques nécessaires. Une main-d'œuvre saine et mieux instruite est plus facilement absorbée dans le nombre croissant d'emplois mieux rémunérés et plus productifs. La transformation d'une population pauvre en une classe « moyenne » crée également un marché de masse pour la production additionnelle de biens et de services. Si l'on y ajoute un traitement responsable de l'environnement, des niveaux élevés de sécurité sur les lieux de travail et des priorités explicites en matière d'inclusion sociale, il est possible de surmonter la pauvreté.

5. Au-delà des politiques nationales, il est essentiel de réexaminer la manière dont le développement est abordé sur le plan international. Malheureusement, les politiques adoptées les décennies précédentes ont imposé aux pays en

* Le présent texte n'a pas été revu par les services d'édition.

développement des modèles coûteux de privatisation et d'ajustement structurel, de spécialisation dans les produits de base et d'insécurité alimentaire, de libéralisation des mouvements de capitaux et de spéculation aboutissant à des crises financières, les dépenses sociales étant sacrifiées à l'austérité budgétaire. La crise financière a mis en relief deux domaines où il faut revoir les doctrines.

6. Premièrement, alors que le marché est un instrument puissant, il doit être géré dans l'intérêt public – le « bien commun » et la dignité de chaque être humain – pour aboutir au développement économique et à l'élimination de la pauvreté. En deuxième lieu, le marché doit être complété par une fourniture efficace des services économiques et sociaux essentiels qui suit le rythme de la croissance. À cette fin, les gouvernements doivent mobiliser des ressources grâce à un régime fiscal équitable.

7. La participation des personnes qui vivent dans une pauvreté abjecte, qui constituent en fait la principale partie prenante, est essentielle dans les programmes d'élimination de la pauvreté. Ces personnes doivent faire parti intégrante de la conception, du contrôle et de l'évaluation de toutes les politiques. Bien trop souvent, elles sont reléguées à de simples « objets » de la charité des donateurs. Elles doivent être reconnues comme des « sujets » qui doivent prendre en charge leur propre vie.

8. Seul un déplacement de paradigme au niveau national et international, qui ajoute à la lutte contre la pauvreté un dynamisme économique inclusif, permettra d'éliminer la pauvreté. Au lieu de mettre l'accent uniquement sur la croissance économique, les décideurs doivent élaborer des politiques qui servent le développement humain fondamental de tous, en particulier les secteurs qui se trouvent au bas de la société et qui sont trop souvent exclus. La fourniture d'un travail décent doit être un élément primordial des politiques d'élimination de la pauvreté afin que les pauvres puissent s'en sortir eux-mêmes et leurs familles.

9. La crise économique a mis en cause les anciennes façons de penser et les anciens modèles économiques se sont avérés foncièrement inadaptés à la promotion du développement humain. La récente crise financière et économique donne l'occasion d'opérer des changements fondamentaux – une occasion qui ne s'est pas présentée depuis des générations.

10. La manière résolue dont des gouvernements viennent d'affecter des milliards de dollars à des mesures de sauvetage de leurs économies montre clairement que s'ils comprennent l'ampleur de la crise, les politiques trouvent la volonté d'agir. Le manque de volonté politique ne sera pas nécessairement un obstacle permanent à la lutte contre la pauvreté.

11. Toutefois, le changement de la situation politique ne suffit pas. Il faut un changement plus fondamental dans le paradigme qui domine le développement. La crise actuelle reflète un modèle de développement qui ferme les yeux sur les problèmes environnementaux et les droits de l'homme et qui confond la croissance économique et le progrès de la société. Il n'est pas centré sur les personnes et ne répond pas aux exigences plus larges de la justice sociale.

Recommandations

12. Les recommandations sont les suivantes, entre autres :

- Il faut adopter un programme global pour s'attaquer aux causes profondes de la crise mondiale du développement, pour atténuer son impact social et

prévenir de futures crises. Il faut des règlements et des réformes effectives dans le système économique et financier mondial;

- Les objectifs du Millénaire pour le développement s'attaquent aux symptômes de la pauvreté et du sous-développement, mais négligent leurs causes plus profondes. Il faut un programme modifié ou différent pour combler les insuffisances sociales et environnementales du modèle de développement économique actuel;
- Sur le plan local et international, il faut mettre l'accent davantage sur la création d'emplois décents comme le moyen le plus efficace de mettre les pauvres à même de se sortir eux-mêmes de la pauvreté.

13. La majorité des causes profondes de la pauvreté résident dans l'action humaine; toutes les mesures énoncées ci-devant ont pour objet d'éliminer la pauvreté à la base.
